

**Mémoire présenté dans le cadre des
consultations prébudgétaires en vue du
budget fédéral de 2019**

**Jordan Solomon
Président-directeur général
Ecostrat Inc.**

Liste de recommandations

Recommandation 1 :

Que le gouvernement du Canada appuie l'élaboration de normes nationales sur les risques associés à la chaîne d'approvisionnement en biomasse en investissant 300 000 \$ et en retenant les services d'Ecostrat pour procéder à cette élaboration. Les normes constitueront un ensemble des meilleurs indicateurs, lignes directrices, méthodes et outils validés pour quantifier les risques associés à la chaîne d'approvisionnement, classer et évaluer ces risques sur une échelle objective et acceptée.

Recommandation 2 :

Que le gouvernement du Canada appuie la création d'un institut pour les risques associés à la chaîne d'approvisionnement en biomasse (institut) en investissant 3,75 millions de dollars sur cinq ans. Cet institut formera des organismes à l'application des normes, orientera les entreprises de biotechnologie pendant le processus de certification et servira d'organisme de surveillance de l'octroi de la certification des risques associés à la chaîne d'approvisionnement en biomasse. Au cours de la sixième année, l'institut deviendra pleinement autonome grâce aux revenus générés par les utilisateurs.

Ecostrat, société appartenant à des intérêts canadiens et exploitée entièrement au Canada, a déjà investi un montant considérable dans l'élaboration de normes sur les risques associés à la chaîne d'approvisionnement en biomasse aux États-Unis, en partenariat avec les Idaho National Labs et le Département américain de l'énergie. La propriété intellectuelle associée aux normes est du domaine public puisque ces normes sont destinées au public. À titre de contribution à cet important partenariat entre le gouvernement et l'industrie, Ecostrat entreprendra l'élaboration des normes sur les risques associés à la chaîne d'approvisionnement en biomasse pour le Canada et apportera la PI nécessaire à cette élaboration – une valeur estimée à 2,5 millions de dollars en 2018 et une augmentation à 3,75 millions de dollars en 2019 et 5 millions de dollars de plus en 2020.

Le contexte

Les résidus forestiers et agricoles du Canada représentent un énorme potentiel économique. La biomasse provenant des arbres et des cultures agricoles peut être convertie en divers produits industriels et de consommation à plus faible intensité de carbone, notamment des produits biochimiques renouvelables, de la bioénergie, des biocombustibles et d'autres bioproduits qui remplacent de plus en plus les produits à base de combustible fossile.

Cela est capital puisque la biomasse est une ressource dont l'importance croît rapidement dans la bioéconomie en pleine expansion et que le Canada a la possibilité de devenir un chef de file mondial.

Cependant, des risques financiers majeurs – et inutiles – nuisent à l'élaboration de projets de biomasse. L'un des principaux risques financiers est attribuable au fait que les marchés financiers ne comprennent pas bien les risques associés aux matières premières issues de la biomasse. Cela s'explique surtout par le fait qu'à l'heure actuelle, il n'existe aucun protocole, norme ou pratique exemplaire reconnu par l'industrie dont on puisse s'inspirer pour quantifier de manière empirique les risques associés à la chaîne d'approvisionnement en biomasse. Par conséquent, les concepteurs, les investisseurs, les prêteurs commerciaux, les compagnies d'assurance et les agences de cotation utilisent des approches et des critères d'évaluation diversifiés et non uniformes pour faire des comparaisons. Cette méthodologie incohérente crée de l'incertitude sur les marchés des capitaux et des prêts, et cette incertitude fait gonfler le coût de la dette des bioprojets et ralentit ces projets ou nuit à leur construction. Elle constitue donc un obstacle de taille à l'élaboration de projets de biomasse dans notre pays.

Sans une approche normalisée et reconnue de l'évaluation des risques, les marchés des capitaux et des prêts n'ont aucun moyen d'évaluer de manière fiable les risques liés aux projets de biomasse. Par conséquent, les coûts d'emprunt deviennent un obstacle majeur aux investissements dans la bio-industrie et créent souvent un manque à gagner de quelques millions de dollars pour les projets qui finissent par être construits, ce qui porte les banques d'investissement de l'industrie de l'énergie renouvelable à estimer que les

« Le rapport du Conseil est un pas de plus vers le brillant avenir énergétique du Canada, mais je compte sur tous les Canadiens pour continuer de nous fournir des idées et des opinions sur les mesures à prendre pour arriver à notre destination : une économie fondée sur une énergie fiable, abordable et sobre en carbone. »*

Jim Carr, ministre des Ressources naturelles

*Rapport du Conseil Génération Énergie

projets de biomasse doivent assumer des frais de financement et d'endettement qui sont jusqu'à 350 points de base plus élevés que ce qui serait autrement nécessaire.

Les initiatives actuelles pour relever les défis

Le Département américain de l'énergie (US DOE) reconnaît cet obstacle majeur au développement de la bioéconomie et prend des mesures importantes pour y réagir. Il y a deux ans, il a financé l'élaboration des nouvelles normes nationales américaines sur les risques associés à la chaîne d'approvisionnement en biomasse (RCAB). Ecostrat et les Idaho National Labs ont formulé ces normes, avec la rétroaction d'un vaste groupe d'intervenants de l'industrie.

Les normes sur les RCAB constituent un ensemble des meilleurs indicateurs, lignes directrices, méthodes et outils validés pour quantifier les risques associés à la chaîne d'approvisionnement, classer et évaluer ces risques sur une échelle objective et acceptée. Ces normes reposent sur les méthodologies de cotation des risques des principales agences de cotation – Standard & Poor's, Fitch et Moody's – et seront publiées en 2019.

Une fois diffusées, ces normes permettront aux marchés des capitaux d'évaluer de manière empirique et uniforme les risques associés à la chaîne d'approvisionnement en matières premières d'un projet grâce à un système de cotation accepté (c.-à-d. BB, A-, AA). En permettant aux marchés des capitaux de quantifier et d'établir avec plus d'exactitude le prix des risques associés à la chaîne d'approvisionnement, les normes devraient alléger de 150 à 350 points de base le fardeau actuel de la dette liée au développement de projets de biomasse et accélérer considérablement la bioéconomie.

La possibilité : une proposition de partenariat

La meilleure façon d'activer les normes sur les RCAB consiste à créer un organisme de surveillance. Cet organisme servirait à instaurer, promouvoir et administrer les normes sur les RCAB et assurerait la certification indépendante par un tiers des risques associés à la chaîne d'approvisionnement des projets de biomasse.

Le gouvernement du Canada peut libérer le potentiel de la bioéconomie en adaptant les normes de l'US DOE au contexte canadien et en appuyant la création d'un institut pour les risques associés à la chaîne d'approvisionnement en biomasse (IRCAB) conçu au Canada.

Cet institut :

- adaptera les normes nationales américaines au marché canadien;
- intégrera la recherche et les connaissances canadiennes pour que les normes correspondent au développement de projets de biomasse au Canada;
- formera des organismes certifiés afin qu'ils orientent les entreprises pendant le processus de certification;
- examinera les demandes et délivrera les cotes de certification des risques associés à la chaîne d'approvisionnement et la certification des risques associés à la chaîne d'approvisionnement;
- élaborera des guides sectoriels et mettra à jour les normes sur les RCAB à intervalles réguliers;
- collaborera avec le secteur financier et l'industrie de l'assurance afin d'élaborer de nouveaux produits pouvant atténuer les risques liés au développement de projets en fonction des normes sur les RCAB.

« D'énormes possibilités sont offertes aux entreprises canadiennes des technologies propres de prendre de l'expansion et de saisir une bonne part des marchés mondiaux, tout en améliorant les résultats pour l'environnement. Les technologies propres peuvent créer des emplois au Canada, assurer la croissance du PIB et aider certaines des grandes entreprises de technologie qui sont déjà sur le marché canadien et qui exportent à prendre de l'expansion. » [EN ANGLAIS SEULEMENT]

Audrey Mascarenhas, Questor Technology Inc.

Présidente – Tables sectorielles de stratégies économiques – Table sur les technologies propres

Les répercussions et les résultats

En établissant un processus d'évaluation des risques normalisé et certifié au Canada, le gouvernement peut réduire l'incertitude qui accompagne le développement de projets de biomasse. L'IRCAB peut libérer un potentiel de développement considérable dans la bioéconomie canadienne, accroître le taux de développement de projets de biomasse au Canada et stimuler des projets de l'extérieur du Canada qui exigent la certification pour s'établir au Canada.

Le soutien du gouvernement du Canada pour l'adoption des normes proposées et la création d'un institut canadien :

- accéléreront la création d'emplois et le développement économique, particulièrement dans le Canada rural;
- favoriseront les investissements dans les énergies renouvelables au Canada;
- appuieront les objectifs de décarbonisation du gouvernement canadien;
- consolideront la position du Canada à titre de chef de file innovateur de la bioéconomie mondiale.

Tel qu'indiqué dans le dernier rapport provisoire des tables sectorielles de stratégies économiques de la Table sur les technologies propres du gouvernement du Canada, on peut promouvoir l'innovation grâce à des règlements et des normes.

Rapport provisoire – Table sur les technologies propres

Thème prioritaire n° 3

Les règlements et les normes peuvent s'avérer de puissants outils pour l'avancement de l'innovation. Le Canada doit saisir l'occasion stratégique de créer des cadres réglementaires qui permettent d'encourager de manière proactive la démonstration des technologies propres, de même que de faciliter une collaboration étroite entre les organismes de réglementation, les innovateurs et les adopteurs pour veiller à ce que la réglementation évolue au même rythme que les avancées technologiques. Uniformiser la réglementation dans l'ensemble des provinces et territoires et faire preuve de leadership en matière d'établissement de normes internationales sont deux mesures qui renforceront la croissance sectorielle du Canada et les résultats environnementaux. La Table se tournera vers d'autres États pour mieux comprendre la manière dont ces derniers encouragent l'innovation à l'aide de règlements et de normes.

La solution

Ecostrat propose au gouvernement du Canada une possibilité de faire progresser sa stratégie sur la croissance propre en libérant le potentiel de nos énormes résidus forestiers et agricoles, qui offrent de formidables possibilités économiques. En réduisant l'incertitude associée au développement de projets de biomasse, le gouvernement peut accélérer les possibilités de développement de divers produits industriels et de consommation à faible intensité de carbone, notamment les produits biochimiques renouvelables, la bioénergie, les biocombustibles et d'autres bioproduits qui remplacent les produits à base de combustible fossile.

Les intervenants

Voici une sélection d'entreprises, d'organismes et d'ONG canadiens qui ont dit souhaiter se joindre à un groupe d'intervenants de l'industrie et qui appuient la nécessité d'une norme industrielle sur les risques associés à la chaîne d'approvisionnement au Canada et la création de l'institut pour les risques associés à la chaîne d'approvisionnement en biomasse :

<ul style="list-style-type: none"> ○ S&P, Moody's, Fitch ○ Greenfield Ethanol ○ Ensyn ○ Iogen ○ Comet Biorefining ○ ArcelorMittal Dofasco ○ Stelco ○ EDF ○ Anaergia ○ Airex Energy ○ Index Energy ○ Messerschmidt Manufacturing ○ Torchlight Bioresources 	<ul style="list-style-type: none"> ○ InstarAGF Asset Management ○ Banque ING ○ CIBC ○ Association canadienne de normalisation (CSA) ○ FP Innovations ○ Bio Innovations ○ Alberta Innovates ○ Innovacorp ○ GE Capital ○ Banque Macquarie ○ Walker Industries 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Bioindustrial Innovation Canada ○ Technologies du développement durable Canada (TDDC) ○ CAAFI (Commercial Aviation Alternative Fuels Institute) ○ Institut international du développement durable (IIDD) ○ Centres d'excellence de l'Ontario ○ Université de Toronto
--	--	---